



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Accord-cadre à bons de commande et à prix forfaitaires relatif à des prestations d'écoute, de soutien psychologique et d'orientation, de traitement et de suivi des signalements de cas avérés ou supposés de discriminations, de harcèlements, de violences, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation et d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, au profit des agents du ministère de la Justice

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)**

Janvier 2026



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MINISTERE DE LA JUSTICE

Secrétariat général

Service des finances, des achats et de la conformité

Sous-direction des achats et des opérateurs

Département ministériel des achats

Bureau des marchés

13, place Vendôme 75 042 PARIS CEDEX 01

Date limite de réception des offres : 26 février 2026 à 12:00

**Ce document décrit le déroulement de la procédure
et explique au candidat comment il doit y répondre**

A lire attentivement

Dans les pages suivantes, il est fait référence, pour les paragraphes traitant de la dématérialisation de la procédure, au site du profil acheteur de la personne publique, la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Les soumissionnaires auront la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, retirer le dossier de consultation (DC) dans son intégralité, poser des questions sur le DC, répondre par voie électronique, et être tenus informés des rejets.

L'ensemble du dossier de consultation (DC) est téléchargeable gratuitement sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référence : LR29012026

Table des matières

Article 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR	4
Article 2 - OBJET ET CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION	4
2.1 Objet de la consultation	4
2.2 Procédure de passation	4
2.3 Allotissement.....	4
2.4 Forme et étendue du marché.....	5
2.5 Durée de l'accord-cadre.....	5
Article 3 - GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	6
Article 4 - SUPPORT DE PUBLICITE	6
Article 5 - DATE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS	6
Article 6 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
Article 7 - EXAMEN DES CANDIDATURES	6
Article 8 - JUGEMENT DES OFFRES.....	7
8.1 Critères des offres.....	7
8.2 Modalités d'examen des offres	8
Article 9 - NEGOCIATION	9
Article 10 - VARIANTES.....	9
Article 11 - MODE DE REGLEMENT DE L'ACCORD-CADRE	9
Article 12 - DISPOSITIONS SOCIALES.....	9
12.1 Clause d'éga-conditionnalité femmes-hommes	9
Article 13 - RETRAIT OU DEMANDE DU DOSSIER DE CONSULTATION	10
13.1 Retrait du dossier par voie électronique.....	10
13.2 Renseignements complémentaires	10
Article 14 - PRESENTATION DES OFFRES	10
14.1 Pièces administratives nécessaires à la candidature	10
14.2 Pièces constitutives de l'offre.....	11
Article 15 - TRANSMISSION DES OFFRES	12
15.1 Double envoi	12
15.2 Envoi de l'offre sur support électronique	12
15.2.1 Anti-virus	12
15.2.2 Gestion des « hors-délais »	12
15.2.3 Signature électronique.....	12
15.3 Remise de l'offre sur support papier UNIQUEMENT POUR LES EVENTUELLES COPIES DE SAUVEGARDE 14	
15.3.1 Envoi de la copie de sauvegarde sur support papier.....	15
15.3.2 Dépôt de la copie de sauvegarde en main propre	15
Article 16 - ATTRIBUTION	15
Article 17 - VOIES DE RECOURS	16

Article 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR

Ministère de la Justice
Secrétariat général
Service des finances, des achats et de la conformité
Sous-direction des achats et des opérateurs
Département ministériel des achats
Bureau des marchés
13, place Vendôme
75042 PARIS CEDEX 01

Article 2 - OBJET ET CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

2.1 Objet de la consultation

Le marché a pour objet la réalisation de prestations d'écoute, de soutien psychologique et d'orientation, de traitement et de suivi des signalements de cas avérés ou supposés de discriminations, de harcèlements, de violences, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation et d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, au profit des agents du ministère de la Justice.

Les références CPV correspondant à l'objet de l'accord-cadre sont :

Lot n°1 :

- 85121270-6 services prestés pour des psychiatres ou des psychologues,
- 85000000-9 services de santé et services sociaux.

Lot n°2 :

- 79100000-5 : services juridiques,
- 9820000-5 : services de conseil en matière d'égalité des chances.

2.2 Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en raison de la nature du marché (services sociaux et autres services spécifiques) et en application des articles R.2123-1 3°, R.2123-4, R.2123-5, R.2123-7, R.2143-1, R.2151-1 du Code de la commande publique (CCP).

2.3 Allotissement

Le présent marché est alloti comme suit :

Lots	Désignation
1	Dispositif d'écoute et de prise en charge psychologique au profit des agents du ministère de la Justice consistant à leur proposer un soutien psychologique et à les orienter vers des personnes ou dispositif adapté

2	Dispositif juridique, ouvert aux prestataires juridiques ayant le rôle de caractériser, d'évaluer, de constituer et d'instruire les signalements reçus par les agents du ministère de la Justice concernant les cas avérés ou supposés d'atteintes volontaires à leur intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de violences sexistes ou sexuelles, de violences intrafamiliales, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation en vue d'un traitement adapté, administratif, disciplinaire et/ou pénal.
---	--

Chaque prestataire aura la possibilité de candidater à un seul lot ou à plusieurs lots.

2.4 Forme et étendue du marché

Le présent marché est un accord-cadre de service mono-attributaire qui s'exécute par émission de bons de commande pour la partie à prix unitaires, conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du CCP. L'accord-cadre comprend également une part forfaitaire.

Le marché est passé sans montant minimum.

Le montant estimatif global du marché est de 850 000 € HT pour la durée totale du marché, tous lots confondus.

Les montants sont répartis comme suit :

	Parties	Montants estimatifs HT également répartis entre la période ferme et la période reconductible	Montant total HT sur la durée totale du marché (forfaitaire + unitaire)	Montants maximum HT sur la durée totale du marché
Lot n° 1	Forfaitaire	190 000 €	470 000 €	//
	Unitaire	280 000 €		560 000 €
Lot n° 2	Forfaitaire	50 000 €	380 000 €	//
	Unitaire	330 000 €		660 000 €
Montant total maximum HT pour la partie unitaire des 2 lots				1 220 000 €

2.5 Durée de l'accord-cadre

Le marché est conclu pour une durée de 24 mois, à compter de sa notification. Il est reconductible tacitement pour 24 mois sans que la durée globale de l'accord-cadre ne dépasse 48 mois.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur en informe le titulaire par courrier recommandé dans un délai de 2 mois avant la date de fin de la période ferme. Ce dernier ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Afin de prévoir une installation optimale des dispositifs au sein du ministère, des travaux préparatoires d'une durée d'un mois maximum avant le début du marché devront être prévus.

Le marché démarre à sa notification afin de mettre en place le dispositif des travaux préparatoires. Les prestations de prise en charge du public concerné ne pourront être effective qu'à compter du 1^{er} juin 2026.

Article 3 - GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Les opérateurs économiques peuvent se porter candidats individuellement ou sous forme de groupement solidaire ou conjoint.

Le pouvoir adjudicateur n'entend pas imposer de forme au groupement éventuel de l'attributaire.

Toutefois, pour l'exécution du marché, dans le cas où l'attributaire est un groupement conjoint, le mandataire du groupement devra être solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Si le soumissionnaire retenu ne respecte pas cette dernière condition, il devra obligatoirement s'y conformer dans le cadre d'une mise au point avant la notification du marché.

Par ailleurs, il est interdit aux soumissionnaires de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

1. En qualité de soumissionnaire individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
2. En qualité de membre de plusieurs groupements.

Dans le cadre d'une candidature en groupement, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières.

L'appréciation des capacités du groupement est globale.

En cas de candidature sous forme de groupement, les prestations juridiques du lot n°2 doivent être exclusivement assurées par le membre du groupement habilité à exercer des activités de consultation juridique. Le groupement devra fournir une répartition détaillée des tâches, garantissant que les prestations juridiques ne seront pas réalisées par un membre non habilité.

Article 4 - SUPPORT DE PUBLICITE

La présente consultation fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence (AAPC) publié sur le profil acheteur PLACE, au [BOAMP](#) et au JOUE.

Article 5 - DATE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS

Les plis devront parvenir au plus tard à la date et à l'heure indiquée sur la page 2 du présent règlement de la consultation (RC).

Article 6 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres (DLRO). Le pouvoir adjudicateur peut demander la prolongation du délai de validité des offres au-delà du délai indiqué à l'ensemble des candidats ayant déposé une offre.

Le refus d'un ou plusieurs candidats ne sera pas bloquant dans la demande de prolongation qui aura été acceptée par les autres.

Article 7 - EXAMEN DES CANDIDATURES

Les candidatures sont examinées au vu des points suivants :

- Capacités techniques et humaines à assurer la prestation
Pour le lot 1 : psychologues cliniciens diplômés, inscrits au répertoire ADELI ou au répertoire partagé des professionnels de santé (RPPS),

Pour le lot 2 : prestataires juridiques au sens des articles 54 à 60 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, diplômés a minima d'une licence en droit.

- Surface financière du prestataire (chiffre d'affaires),
- Références vérifiables sur les trois (3) dernières années et en lien avec l'objet du marché.

A l'issue de l'examen des candidatures, le pouvoir adjudicateur éliminera :

- Les candidats en redressement judiciaire s'ils ne bénéficient pas d'un plan de redressement ou qui ne justifient pas avoir été habilités à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché (L.2141-3 du CCP),
- Les candidatures inappropriées qui sont sans rapport avec le marché seront éliminées,
- Les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de régulariser, ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées R.2143-3 et R.2143-4 du CCP.
- Les candidats ne présentant pas les capacités financières et techniques jugées suffisantes.

Article 8 - JUGEMENT DES OFFRES

8.1 Critères des offres

Conformément aux articles R.2152-6 à R.2152-8 et R.2152-11 du CCP, les offres des candidats seront appréciées d'après les critères pondérés suivants :

Lot n°1 :

Critères	Sous-critères	Sous-sous critères	Points
C1 - Technique			60
	SC1 - Méthodologie proposée		30
	SC2 - Moyens humains et techniques dédiés à la prestation et innovation proposée		30
		SS 2.1 : Expérience des psychologues	5
		SS 2.2 : Moyens organisationnels et techniques mis en œuvre pour la plateforme d'écoute	15
		SS 2.3 : Installation et gestion du numéro vert	5
		SS 2.4 : Innovation proposée	5
C2 - Prix			20
C3 - Critère environnemental et social			20
	SC1 - Moyens mis en œuvre pour favoriser l'insertion de personnes éloignées de l'emploi		10
	SC2 - Moyens mis en œuvre pour alléger l'impact carbone des flux numériques		10
TOTAL			100

Test plateforme pour le sous-critère n°2 du critère n°2 : Le soumissionnaire communiquera dans son offre des droits d'accès temporaires à la plateforme pour cinq (5) personnes du ministère de la Justice.

Lot n°2 :

Critères	Sous-critères	Sous-sous critères	Points
C1 - Technique			60
	SC1 - Méthodologie proposée		30
	SC2 - Moyens humains et techniques dédiés à la prestation et innovation proposée		30
		SS 2.1 : Qualification et expérience des prestataires juridiques	5
		SS 2.2 : Moyens organisationnels et techniques mis en œuvre pour le dispositif	15
		SS 2.3 : Installation et gestion du dispositif	5
		SS 2.4 : Innovation proposée	5
C2 - Prix			20
C3 - Critère environnemental et social			20
	SC1 - Moyens mis en œuvre pour favoriser l'insertion de personnes éloignées de l'emploi		10
	SC2 - Moyens mis en œuvre pour alléger l'impact carbone des flux numériques		10
		TOTAL	100

Le soumissionnaire complètera le cadre de réponse technique (CRT). A défaut, son offre sera éliminée.

Le candidat joint à son offre tous les documents qu'il juge utiles.

8.2 Modalités d'examen des offres

Il est procédé à l'examen des offres de tous les candidats dont l'offre est parvenue dans les délais.

Les offres inappropriées au sens de l'article R.2152-1 du CCP seront éliminées. Les offres qui se révéleraient irrégulières ou inacceptables pourront être régularisées au cours de la négociation à conditions qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Conformément à l'article L.2152-5 du CCP, une offre anormalement basse est une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

En ce cas, l'acheteur mettra en œuvre tous moyens lui permettant de détecter cette offre anormalement basse.

Lorsqu'elle lui semble anormalement basse, l'acheteur exige que l'opérateur économique fournisse des précisions et justifications sur le montant de son offre.

Si, après vérification des justifications fournies par l'opérateur économique, l'acheteur établit que l'offre est anormalement basse, il la rejette (article L.2152-6 du CCP).

- **Est considérée comme irrégulière** : une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

- **Est considérée comme inacceptable** : une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

- **Est considérée comme inappropriée** : une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Les offres recevables sont classées par application des critères de sélection des offres et leur pondération définis ci-dessus.

L'opérateur économique dont l'offre est classée première est désigné attributaire provisoire. Il deviendra attributaire définitif après avoir fourni les documents mentionnés à l'article 14 du présent RC.

Article 9 - NEGOCIATION

L'administration pourra notifier le marché sur l'offre de base. A l'issue de l'analyse des offres initiales, un classement sera établi. L'administration se réserve alors la possibilité de négocier avec les trois (3) meilleurs candidats. Ils seront avertis une semaine avant la date de la réunion de négociation via le profil acheteur PLACE.

Article 10 - VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées pour le présent marché.

Article 11 - MODE DE REGLEMENT DE L'ACCORD-CADRE

Le mode de règlement de l'accord-cadre est le règlement par mandat administratif.

Article 12 - DISPOSITIONS SOCIALES

12.1 Clause d'éga-conditionnalité femmes-hommes

Le ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (éga-conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances.

Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, quinze (15) jours suivant la notification du présent marché mais également deux (2) mois avant la fin du marché pour permettre d'évaluer l'évolution de sa pratique concernant la diversité et l'égalité entre les femmes et les hommes :

[Promotion Diversite, Lutte contre les discriminations et Egalite femmes/hommes - 1/12 \(sphinxonline.net\)](https://sphinxonline.net/Promotion-Diversite-Lutte-contre-les-discriminations-et-Egalite-femmes/hommes-1/12)

Article 13 - RETRAIT OU DEMANDE DU DOSSIER DE CONSULTATION

13.1 Retrait du dossier par voie électronique

Le candidat a la possibilité de télécharger gratuitement le DC dans son intégralité sur le site internet www.marches-publics.gouv.fr, référence : LR29012026

Le candidat doit renseigner un **formulaire d'identification**. A cet effet, il fournit le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse permettant de façon certaine une correspondance électronique, notamment sur d'éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

Afin de décompresser et de pouvoir lire les documents mis à disposition par la personne publique, le candidat doit disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Décompression des fichiers « .zip »,
- Adobe Acrobat Reader (format PDF).

IMPORTANT : Le candidat souhaitant répondre sous forme dématérialisée doit tenir compte des indications suivantes :

La personne publique peut lire les formats « .doc », « .rtf », « .pdf », « .xls », « .zip ».

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe », « .bat », « .bin » autrement dit tout format directement exécutable,
- ne pas utiliser certains outils tels que les macros.

13.2 Renseignements complémentaires

Si une information importante manque au candidat pour établir son offre, il conviendra de le faire savoir par écrit via la Plate-forme des Achats de l'Etat « PLACE » à la personne publique avant DLRO.

Le candidat peut le faire via le bouton « déposer une question » qui apparaît dans la rubrique correspondante à la consultation du dossier de la consultation. Tous les candidats recevront la réponse par la même voie à son adresse électronique fournie dans le cadre de la consultation.

Toute question devra être posée au plus tard huit (8) jours avant la DLRO et le pouvoir adjudicateur y répondra six (6) jours avant la DLRO.

Article 14 - PRESENTATION DES OFFRES

Remarques préliminaires :

Le signataire de l'accord-cadre doit être habilité à engager le soumissionnaire.

Les offres des soumissionnaires sont entièrement rédigées en langue française, ainsi que les documents de présentation associés, et les prix donnés en euros (€).

Chaque soumissionnaire aura à produire un dossier complet comprenant les pièces ci-après. La personne habilitée à représenter le prestataire (personne figurant sur l'extrait Kbis ou à défaut une personne justifiant de son pouvoir d'engager la société) datera et signera le CCP-AE.

14.1 Pièces administratives nécessaires à la candidature

POUR MEMOIRE, IL EST RAPPELE QUE LE PRESENT REGLEMENT DE LA CONSULTATION N'A PAS A ÊTRE JOINT DANS L'OFFRE NI A ETRE SIGNE MEME PAR L'ATTRIBUTAIRE.

Le candidat devra constituer un dossier de candidature et un dossier relatif à l'offre.

- **Dossier de candidature**

Le candidat fournit un dossier de candidature constitué, dans l'ordre, des pièces suivantes :

1. une copie récente d'un extrait d'inscription au registre professionnel dans les conditions prévues par la législation de l'Etat où le candidat est établi (**Kbis ou équivalent**),
2. si le signataire de l'accord-cadre n'apparaît pas sur le document précédent, une **délégation de pouvoir** signée par la personne habilitée de plein droit à représenter l'entreprise (dont le nom est mentionné dans l'extrait K-bis ou équivalent) ou, le cas échéant, copie des pouvoirs successifs permettant de faire le lien entre le signataire de l'accord-cadre et cette personne,
3. si le candidat est en **redressement judiciaire**, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet. Dans ce cas, le candidat devra justifier qu'il est en mesure d'assurer la prestation en produisant une attestation de son administrateur judiciaire,
4. une déclaration du candidat faisant apparaître son **chiffre d'affaires global** et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet de l'accord-cadre réalisées au cours des trois (3) derniers exercices disponibles (**ou formulaire DC2**),
5. la description sommaire des effectifs et moyens de l'entreprise permettant à la personne publique de s'assurer qu'elle a la capacité de fournir les prestations objet de l'accord-cadre,
6. Pour le lot 1, une attestation sur l'honneur du titulaire mentionnant que l'ensemble des psychologues intervenant sur le marché sont titulaires d'un diplôme en psychologie et sont inscrits au répertoire ADEL ou au répertoire partagé des professionnels de santé (RPPS),
7. Pour le lot 2, une attestation sur l'honneur du titulaire mentionnant que l'ensemble des prestataires juridiques intervenant sur le marché sont titulaires a minima d'une licence en droit,
8. une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat habilité, pour justifier, conformément à l'article R.2143-3 du CCP, qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-14 du CCP (ou formulaire DC1),
9. la liste des **références professionnelles** dans le domaine objet de la présente procédure (entreprises, clients publics) vérifiables (nom et n° de téléphone de la personne à contacter) sur les trois (3) dernières années.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que seul le candidat retenu sera tenu de fournir, avant d'être définitivement désigné comme titulaire de l'accord-cadre :

- les pièces mentionnées à l'article [D.8222-5](#) du code du travail ;
- les certificats attestant de la régularité de sa situation au regard de ses obligations fiscales et sociales.

A compter de la demande de la personne publique, le candidat retenu disposera d'un délai de huit (8) jours pour fournir ces documents.

Les formulaires DC1 et DC2, peuvent être remplacés par un DUME.

14.2 Pièces constitutives de l'offre

L'offre du candidat, est constituée, dans l'ordre, des pièces suivantes :

- Le cahier des clauses particulières valant acte d'engagement (CCP-AE) : **à compléter, dater et signer électroniquement** par le(s) représentant(s) qualifié(s) du prestataire,
- **L'annexe financière** (intégralement complétée),
- **Le cadre de réponse technique (CRT) valant mémoire technique du soumissionnaire**. Ce dernier doit être impérativement complété. Il convient de rappeler que le soumissionnaire communique dans son offre, des droits d'accès temporaires à la plateforme pour cinq (5) personnes du ministère de la Justice afin de juger de l'ergonomie de la plateforme.
- **Un relevé d'identité bancaire (RIB)** ou postal daté et signé par le prestataire.
- Une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifie pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y a pas de situation de conflit d'intérêt.

Article 15 - TRANSMISSION DES OFFRES

15.1 Double envoi

Il est rappelé que dans le cadre de la dématérialisation de la commande publique, les acheteurs sont dans l'obligation d'accepter les fichiers DUME depuis le 1^{er} avril 2018.

L'ensemble de la procédure des marchés publics est dématérialisé, les candidats doivent alors déposer leur pli uniquement sous forme électronique.

Si un pli est remis à la fois sous forme électronique (via la Plate-forme des Achats de l'Etat) **et** sous forme papier, il sera déclaré **irrecevable** conformément au décret sur la dématérialisation qui précise que « *les candidats doivent choisir entre, d'une part, la transmission électronique de leur candidature et de leur offre et, d'autre part, leur envoi sur un support papier ou, le cas échéant, sur un support physique électronique* ».

Toutefois, les candidats peuvent effectuer une transmission sur un support physique électronique ou sur un support papier au titre de la copie de sauvegarde.

Cette copie doit être envoyée sous pli scellé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres et porter la mention « **copie de sauvegarde** ».

Elle ne pourra être ouverte que dans les conditions prévues par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038318503/>

L'article **15.2** ci-après, traite de la réponse sur support électronique alors que l'article **15.3** traite de la réponse sur support papier. **Ces deux (2) articles sont exclusifs l'un de l'autre.**

15.2 Envoi de l'offre sur support électronique

Remarque : le candidat devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> pour toute action sur ledit site.

15.2.1 Anti-virus

Le candidat s'assure, avant la constitution de son pli, que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature et/ou de l'offre.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu, le candidat en est averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

15.2.2 Gestion des « hors-délais »

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés ; tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt sera considéré comme hors délai. Il ne sera pas ouvert, pas analysé, pas noté et donc pas classé.

15.2.3 Signature électronique

Les documents constitutifs de la candidature et de l'offre peuvent être signés électroniquement. Le candidat doit alors disposer de la signature électronique qui doit être détenue par une personne habilitée à engager la société.

Le candidat doit insérer dans l'enveloppe électronique l'ensemble des documents requis et signer électroniquement ceux dont le présent RC impose la signature en utilisant un certificat de signature électronique puis chiffrés électroniquement selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire, à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature¹ conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois (3) formats acceptés

15.2.3.a Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

- **1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm
- <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- **2nd cas : Certificat de signature électronique non référencé sur une liste de confiance**

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire :

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification...). Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation,

L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

15.2.3.b Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

- **1^{er} cas : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme PLACE.**

¹ Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé)

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

- **2nd cas** : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée,
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

RAPPEL GENERAL :

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Définitions :

"signature électronique" : désigne des données cryptées sous forme électronique, jointes ou liées logiquement à d'autres données électroniques et satisfaisant aux exigences posées par les articles 1316 à 1316-4 du code civil :

- pouvoir identifier la personne dont émane l'écrit électronique au moyen d'un procédé fiable,
- l'écrit électronique doit avoir été créé dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité,
- l'écrit électronique doit être conservé dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité,
- un procédé fiable doit permettre de garantir le lien de la signature électronique avec l'acte auquel elle s'attache.

"certificat électronique de signature" : désigne un document sous forme électronique attestant du lien entre les données de vérification de signature électronique et un utilisateur.

"chiffrement" : désigne la technique permettant de transformer un message en clair en un message inintelligible afin de garantir sa confidentialité. Le certificat de chiffrement est fourni par la plateforme dont l'adresse est mentionnée ci-dessus, et mis à disposition automatiquement lors du dépôt de l'offre.

15.3 Remise de l'offre sur support papier UNIQUEMENT POUR LES EVENTUELLES COPIES DE SAUVEGARDE

Les candidats auront à produire un dossier complet, composé :

- **du dossier administratif en un seul exemplaire,**
- **de l'offre en un exemplaire papier ou un exemplaire sur support électronique (clé USB).**

Ils peuvent choisir de faire parvenir leur offre sous pli cacheté et envoyé en recommandé avec accusé de réception ou de la déposer en main propre dans les locaux du ministère de la Justice.

15.3.1 Envoi de la copie de sauvegarde sur support papier

- Par courrier postal à l'adresse suivante :

**Ministère de la Justice
Secrétariat Général – SFAC – SDAO – DMA - BM
A l'attention de Mme Léa ROUX
13, Place Vendôme
75042 Paris Cedex 01**

Les documents ne peuvent être remis que du lundi au vendredi de 10h à 12h et de 14h à 17h (hors jours fériés ou fermetures exceptionnelles).

Le pli extérieur cacheté doit comporter les indications suivantes :

* La mention :

« NE PAS OUVRIR AU SERVICE COURRIER »

* La mention :

« Marché dispositifs d'écoute psychologique et juridique »

Pour les copies de sauvegarde envoyées par voie postale, la date et l'heure de remise des offres sont la date et l'heure de **réception de la lettre recommandée par les services de l'administration**. Il faut donc tenir compte des délais d'acheminement postaux pour l'envoi des offres. Le respect de la date limite de réception est en effet apprécié au regard de la date de réception et non de la date d'envoi.

Les plis qui parviendraient après la DLRO, ainsi que ceux qui parviendraient sous enveloppes non cachetées ou non conformes, ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur expéditeur.

15.3.2 Dépôt de la copie de sauvegarde en main propre

Les candidats sont informés que s'ils choisissent de déposer leur copie en main propre, ils doivent le faire à l'adresse ci-dessous.

- Par porteur à l'adresse suivante :

**Ministère de la Justice
Parc du Millénaire – Bâtiment M3 – Olympe de Gouges
A l'attention de Mme Léa ROUX
De 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
35, rue de la Gare
75019 Paris**

Les documents ne peuvent être remis que sur la période indiquée ci-dessus, à l'article 15.3.1.

Article 16 - ATTRIBUTION

Au terme de l'analyse des offres basée sur les critères de sélection mentionnés dans le présent RC, la personne publique attribue l'accord-cadre au prestataire choisi.

Article 17 - VOIES DE RECOURS

Tous les litiges survenus entre les parties à l'occasion du présent accord-cadre et qui ne pourraient pas être résolus de manière amiable, sont de la compétence du :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy – Paris Cedex 04
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr